

Les Trusts sont la Cause de la Vie Chère

Le coût élevé de la vie chère a enfin soulevé l'indignation de particuliers, qui, las de voir les autorités indifférentes à ce sujet, se sont livrés personnellement à des enquêtes qui ont révélé des choses stupéfiantes.

C'est ainsi qu'un journal du matin découvrait qu'il y avait actuellement dans les entrepôts de Montréal 100,000 caisses de beurre de 56 livres chacune, représentant 5,600,000 livres de beurre et que sur ces 5,600,000 livres, le bénéfice des détenteurs de ce produit de première nécessité était de 10 sous par livre, soit \$600,000. Dans ces mêmes entrepôts il y a aussi 125,000 caisses d'oeufs, contenant chacune 30 douzaines, soit un total de 3,750,000 douzaines d'oeufs sur lesquelles le bénéfice des détenteurs est de 15 sous par douzaine, soit un profit global de \$562,000.

Ce sont donc les accapareurs qui sont les agents de la hausse incroyable des produits de première nécessité, car les producteurs, eux, ne reçoivent pour leurs produits qu'un prix raisonnable qui ne correspond pas du tout à celui que paye le public.

Abordant, dans une très intéressante conférence, faite cette semaine au Club de Réforme, la question du coût élevé de la vie, M. Alphonse Verville établit que l'augmentation du coût de la vie, de 1914 à 1916 dans les trois principales villes du Canada a été pour Vancouver, de 48.0 p.c.; à Toronto de 67 p.c. et à Montréal, de 45 p.c. Pour la première semaine de novembre, la différence du coût de la vie, de 1914 à 1916, à Vancouver a été de 80 p.c. Depuis trois semaines à Montréal, l'augmentation a été de 4½ p.c. Parlant ensuite des trustards, M. Verville dit que la surcapitalisation a beaucoup à faire avec le coût élevé de la vie. Il a vainement essayé de comprendre comment un homme pouvait se payer une marchandise qui n'existait pas. En 1912, parlant de la capitalisation des mergers, il disait à la Chambre des Communes que le montant du capital fictif était de \$213,771,686, sans compter la glace, le sucre, le lait, les fruits, les céréales, la bière et les habits. Quand on paye des dividendes sur une somme de \$250,000,000, en prenant une base de 3 p.c. on se trouve à payer des dividendes de \$7,000,000 sur du capital qui n'existe pas.

Du 1er janvier au 1er octobre 1912, on a préféré jeter aux déchets, plutôt que de les mettre sur le marché à un prix moins élevé, 473,105 livres de viandes, 2,452 livres de produits de boulangerie 157,079 livres de fruits, 36,610 livres de légumes et 760 gallons de lait.

Voici maintenant un état des marchandises qui ont été jetées ainsi aux déchets durant l'année 1913:

| | |
|---|---------------------|
| Viandes, 630,806 livres à 20c | \$126,161.20 |
| Produits de la boulangerie 3,168 livres à 20c | 633.60 |
| Fruits, 210,236 livres à 12c | 25,228.32 |
| Légumes, 40,677 livres à 10c | 4,067.70 |
| Lait, 840 gallons à 40c | 336.00 |
| Total | \$156,426.82 |

La viande ainsi gaspillée aurait pu nourrir pour un an, 876 familles ou 4,380 personnes, et les fruits, 2,190 familles ou 10,950 personnes.

En 1912, dans les entrepôts de cinq établissements de Montréal, il y avait 1,800,000 douzaines d'oeufs: en 1916, il y en a eu 3,750,000 douzaines, soit 1,950,000 de plus qu'en 1912. Comment se fait-il alors que les

oeufs se vendent à un prix aussi élevé? En 1912, dans les mêmes entrepôts, il y avait 4,500,000 livres de beurre; il y en a 5,600,000 livres en 1916, soit 1,100,000 livres de plus qu'en 1912. Est-ce là motif à hausse?

Devant ces révélations qui sont une suprême justification pour le marchand-détaillant, les autorités vont-elles rester indifférentes encore?

Il semble que la municipalité de Montréal veuille entreprendre une action efficace pour remédier au coût de la vie, mais au lieu de chercher à frapper les accapareurs en réclamant contre eux les règlements "appliqués" qui mettront fin à leur honteuse spéculation, elle parle ni plus ni moins que de se travestir en marchand-détaillant. En prenant cette direction, elle fait fausse route, car elle n'atteint pas le but qu'elle se propose, anéantir la spéculation des trustards et elle porte un gros préjudice aux marchands-détaillants honnêtes qui font un commerce légitime et contre lesquels on ne saurait relever la moindre illégalité. Espérons que des discussions qui seront entreprises prochainement au conseil municipal, il jaillira de la lumière, et que le public sera protégé contre les exploiters, sans pour cela que le marchand loyal en ait à souffrir.

LA FUSION DES BANQUES ROYALE ET QUEBEC

90% des actionnaires de la Banque de Québec ont ratifié, mardi, la fusion de cette dernière institution avec la Banque Royale. De sorte qu'en autant que les deux dernières banques sont concernées, la transaction en question a été ratifiée. Il n'y aura plus maintenant qu'à demander l'approbation du ministère des Finances à Ottawa. Comme on n'a soulevé aucune objection, on considère maintenant la ratification du gouvernement comme une question de fait et on s'attend à ce que l'amalgamation prenne lieu le 31 décembre.

Par un total de 24,000 votes, les actionnaires de la Banque de Québec ont ratifié, à leur réunion de mardi, la fusion de la banque avec la Banque Royale qui contrôlera dorénavant toutes les affaires de la première.

L'assemblée a été présidée par M. J.-T. Ross, le président de la Banque de Québec.

Parmi les personnes présentes on remarquait: MM. R. MacD. Paterson, R.-B. Stevenson, G. Lemoine, R. McDougall, P. Laing, J.-M. McIntyre, W. Boswell, A. Boswell, A. Laurie, Whitehead, J.-G. Scott, A.-E. Scott, Andrew Fraser, C. Pentland, Lt.-col Wurtele, capt. L.-R. Demers, A.-O. Paquet, A. Robertson, J.-F. Burstall, C.-V. Norris, F.-W. Ross, M. Dugal, G. Mulroney, M. Foley.

PUITS SAINT-CATHARINES

Les merveilleuses propriétés curatives de leurs eaux ont rendu ces sources minérales célèbres. Si vous n'avez pas encore entendu parler du célèbre puits de Saint-Catharines consultez votre "Encyclopedia Britannica". Ces eaux accomplissent des merveilles dans les cas de rhumatisme et reconstituent le système épuisé en un espace de temps remarquablement court. Saint-Catharines est située sur la ligne principale du chemin de fer du Grand-Tronc. Des informations complètes seront fournies sur demande adressée à M. O. Dafoe, 122 rue Saint-Jacques, Montréal.